

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 822

[99/31046]

**21 DECEMBRE 1998. — Ordonnance fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 1998 (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Chaque année, dans les limites des crédits budgétaires disponibles à cette fin, le Gouvernement alloue et répartit, conformément aux dispositions de la présente ordonnance, la dotation générale aux communes destinée à assurer le financement général des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Agglomération bruxelloise.

**Art. 3.** A partir de l'année budgétaire 1999, la dotation générale aux communes est augmentée chaque année d'au moins deux pour cent.

**Art. 4.** Cinq pour cent de la dotation générale, destinés à être répartis entre les centres publics d'aide sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, sont prélevés pour être attribués à cet effet à la Commission communautaire commune.

CHAPITRE II. — *De la répartition de la dotation générale**Section 1re. — Disposition préliminaire*

**Art. 5.** Après déduction du montant visé à l'article 4, le solde de la dotation générale aux communes est réparti en trois parts de huit pour cent, quarante-deux pour cent et cinquante pour cent, dénommées respectivement « dotation de base », « dotation recettes » et « dotation dépenses ».

*Section 2. — De la dotation de base*

**Art. 6.** La dotation de base est répartie comme suit :

1° quatre-vingt pour cent au prorata du nombre d'habitants des communes au 1er janvier de l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition;

2° vingt pour cent au prorata de la superficie totale des communes au 1er janvier de l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition.

*Section 3. — De la dotation recettes*

**Art. 7.** La dotation recettes est divisée en deux parts, la première à deux tiers et la seconde à un tiers.

**Art. 8.** La première part est répartie entre les communes dont la recette moyenne par habitant de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, calculée au taux moyen pour l'ensemble des communes, est inférieure à un montant de référence égal à cent cinquante pour cent de la moyenne des recettes par habitant pour l'ensemble des communes.

Cette première part est répartie au prorata de l'écart entre la recette moyenne par habitant de la commune et le montant de référence visé à l'alinéa 1er, multiplié par le nombre d'habitants.

La recette moyenne par habitant visée aux premier et deuxième alinéas est égale à la moyenne de recettes de la taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques, calculées aux taux moyen de la même taxe appliqué pour l'ensemble des communes, au cours des cinq années précédant celle de la répartition, divisée par le nombre d'habitants de la commune.

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 822

[99/31046]

**21 DECEMBER 1998. — Ordonnantie tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998 (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Elk jaar wordt binnen de perken van de daartoe beschikbare kredieten en overeenkomstig de bepalingen van deze ordonnantie, door de Regering de algemene dotatie aan de gemeenten toegekend en verdeeld om te zorgen voor de algemene financiering van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Agglomeratie Brussel.

**Art. 3.** Vanaf het begrotingsjaar 1999 wordt de algemene dotatie aan de gemeenten jaarlijks met ten minste twee percent verhoogd.

**Art. 4.** Vijf percent van de algemene dotatie, bestemd om verdeeld te worden onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden afgehouden om daartoe toegekend te worden aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — *De verdeling van de algemene dotatie**Afdeling 1. — Inleidende bepaling*

**Art. 5.** Na aftrek van het bedrag vermeld in artikel 4, wordt het saldo van de algemene dotatie aan de gemeenten in drie delen verdeeld van acht percent, tweeënveertig percent en vijftig percent, die respectievelijk « basisdotatie », « ontvangstendotatie » en « uitgavendotatie » genoemd worden.

*Afdeling 2. — De basisdotatie*

**Art. 6.** De basisdotatie wordt als volgt verdeeld :

1° tachtig percent naar rata van het aantal inwoners van de gemeenten op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de verdeling;

2° twintig percent naar rata van de totale oppervlakte van de gemeenten op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de verdeling.

*Afdeling 3. — De ontvangstendotatie*

**Art. 7.** De ontvangstendotatie wordt opgesplitst in twee delen, het eerste is gelijk aan twee derde, het tweede aan één derde.

**Art. 8.** Het eerste deel wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan de gemiddelde ontvangst per inwoner voortvloeiend uit de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, berekend tegen het gemiddelde percentage van alle gemeenten samen, kleiner is dan een referentiebedrag gelijk aan honderd vijftig percent van de gemiddelde ontvangsten per inwoner voor alle gemeenten samen.

Dit eerste deel wordt verdeeld naar rata van het verschil tussen de gemiddelde ontvangst per inwoner van de gemeente en het referentiebedrag vermeld in het eerste lid, vermenigvuldigd met het aantal inwoners.

De gemiddelde ontvangst per inwoner vermeld in het eerste en het tweede lid is gelijk aan de gemiddelde ontvangst van de aanvullende gemeentelijke belasting op de personenbelasting, berekend tegen het gemiddelde percentage van dezelfde belasting toegepast door alle gemeenten samen, in de loop van de vijf jaar die het jaar van de verdeling voorafgaan, gedeeld door het aantal inwoners van de gemeente.

**Art. 9.** La seconde part est répartie entre les communes dont la recette moyenne par habitant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, calculée au nombre moyen de centimes pour l'ensemble des communes, est inférieure à un montant de référence égal à cent cinquante pour cent de la moyenne des recettes par habitant pour l'ensemble des communes.

Cette seconde part est répartie au prorata de l'écart entre la recette moyenne par habitant de la commune et le montant de référence visé au premier alinéa.

La recette moyenne par habitant visée aux premier et deuxième alinéas est égale à la moyenne de recettes des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, calculées au nombre moyen de centimes de la même taxe appliqué pour l'ensemble des communes, au cours des cinq années précédant celle de la répartition, divisée par le nombre d'habitants de la commune.

#### Section 4. — De la dotation dépenses

**Art. 10.** La dotation dépenses est divisée en cinq parts.

**Art. 11.** La première part, égale à dix pour cent, est répartie comme suit :

1° à concurrence de cinquante pour cent, au prorata du nombre d'élèves inscrits dans les enseignements maternel, fondamental, secondaire et supérieur non-universitaire organisés par les communes, à l'exclusion de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement artistique à horaire réduit;

2° à concurrence de vingt-cinq pour cent, au prorata du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement artistique à horaire réduit organisé par les communes;

3° à concurrence de douze pour cent et demi, au prorata du nombre d'élèves inscrits dans les enseignements maternel, fondamental, secondaire et supérieur non-universitaire organisés par les autres pouvoirs organisateurs et établis sur le territoire de la commune, à l'exclusion de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement artistique à horaire réduit;

4° à concurrence de douze pour cent et demi, au prorata de la capacité d'accueil des crèches communales.

Pour l'application du premier alinéa, 1°, 2° et 3°, sont pris en considération les élèves inscrits à la date fixée pour l'octroi des subventions pour l'année précédant celle de la répartition.

Pour l'application du premier alinéa, 4°, est prise en considération la capacité d'accueil des crèches communales fixée par le pouvoir subsidiant au 1er janvier de l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition.

**Art. 12.** La deuxième part, égale à trente pour cent, est répartie entre les communes dont le nombre d'habitants à l'hectare est supérieur à la moyenne de ces nombres pour l'ensemble des communes, au prorata du rapport entre ces deux nombres multiplié par un coefficient de pondération égal à :

1° 0,5 si la superficie de la commune est inférieure à cent cinquante hectares;

2° 0,8 si elle est égale ou supérieure à cent cinquante hectares, mais inférieure à cinq cent cinquante;

3° 1,2 si elle est égale ou supérieure à cinq cent cinquante hectares, mais inférieure à mille cinq cents;

4° 1,5 si elle est égale ou supérieure à mille cinq cents hectares.

Le nombre d'habitants et la superficie nécessaires à la détermination du nombre d'habitants à l'hectare sont les chiffres visés à l'article 6.

**Art. 13.** La troisième part, égale à vingt pour cent, est répartie au prorata du nombre de chômeurs de plus d'un an constaté au 31 décembre de l'année précédant celle de la répartition.

**Art. 14.** La quatrième part, égale à vingt pour cent, est répartie au prorata du nombre des ayant-droits au minimum d'existence et des bénéficiaires de l'aide sociale obligatoire prise en charge par ces centres publics d'aide sociale au 1er janvier de l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition.

**Art. 9.** Het tweede deel wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan de gemiddelde ontvangst per inwoner van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, berekend op het gemiddelde aantal opcentiemen voor alle gemeenten samen, kleiner is dan een referentiebedrag gelijk aan honderd vijftig percent van de gemiddelde ontvangst per inwoner voor alle gemeenten samen.

Dit tweede deel wordt verdeeld naar rata van het verschil tussen de gemiddelde ontvangst per inwoner van de gemeente en het referentiebedrag vermeld in het eerste lid.

De gemiddelde ontvangst per inwoner vermeld in het eerste en het tweede lid is gelijk aan de gemiddelde ontvangst uit de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, berekend op het gemiddelde aantal centiemen van dezelfde belasting toegepast door alle gemeenten samen, in de loop van de vijf jaar die het jaar van de verdeling voorafgaat, gedeeld door het aantal inwoners van de gemeente.

#### Afdeling 4. — De uitgavendotatie

**Art. 10.** De uitgavendotatie wordt verdeeld in vijf delen.

**Art. 11.** Het eerste deel, gelijk aan tien percent, wordt als volgt verdeeld :

1° vijftig percent, naar rata van het aantal leerlingen ingeschreven in het kleuter-, basis-, secundair en hoger niet-universitair onderwijs georganiseerd door de gemeenten, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie en van het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

2° vijftientwintig percent, naar rata van het aantal leerlingen ingeschreven in het onderwijs voor sociale promotie en in het kunstonderwijs met beperkt leerplan georganiseerd door de gemeenten;

3° twaalf en een halve percent naar rata van het aantal leerlingen ingeschreven in het kleuter-, basis-, secundair en niet-universitair hoger onderwijs georganiseerd door de andere inrichtende machten en gevestigd op het grondgebied van de gemeente, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie en van het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

4° twaalf en een halve percent, naar rata van de opvangcapaciteit van de gemeentelijke crèches.

Het eerste lid, 1°, 2° en 3°, is van toepassing op de leerlingen die ingeschreven zijn op de datum vastgesteld voor de toekenning van subsidies voor het jaar dat aan dat van de verdeling voorafgaat.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, wordt rekening gehouden met de opvangcapaciteit van de gemeentelijke crèches door de subsidiërende overheid die subsidies toekende op 1 januari van het jaar dat aan dat van de verdeling voorafgaat.

**Art. 12.** Het tweede deel, gelijk aan dertig percent, wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan het aantal inwoners per hectare groter is dan het gemiddelde van deze bevolkingscijfers voor alle gemeenten samen, naar rata van de verhouding tussen deze twee cijfers vermenigvuldigd met een wegingscoëfficiënt gelijk aan :

1° 0,5 als de oppervlakte van de gemeente kleiner is dan honderd vijftig hectare;

2° 0,8 als ze gelijk aan of groter is dan honderd vijftig, maar kleiner dan vijfhonderd vijftig hectare;

3° 1,2 als ze gelijk aan of groter is dan vijfhonderd vijftig, maar kleiner dan duizend vijfhonderd hectare;

4° 1,5 als ze gelijk aan of groter is dan duizend vijfhonderd hectare.

Het aantal inwoners en de oppervlakte nodig voor de bepaling van het aantal inwoners per hectare zijn cijfers die opgenomen zijn in artikel 6.

**Art. 13.** Het derde deel, gelijk aan twintig percent, wordt verdeeld naar rata van het aantal werklozen die langer dan één jaar werkloos zijn, vastgesteld op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de verdeling.

**Art. 14.** Het vierde deel, gelijk aan twintig percent, wordt verdeeld naar rata van het aantal gerechtigden op het bestaansminimum en de begunstigden van de verplichte maatschappelijke bijstand ten laste genomen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de verdeling.

**Art. 15.** La cinquième part, égale à vingt pour cent, est répartie au prorata de la superficie du territoire communal compris dans l'espace de développement renforcé du logement tel que délimité par le Plan régional de développement pris en exécution des articles 16 à 24 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

#### Section 5. — Des montants garantis

**Art. 16.** Pour les années 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002, l'application des articles 5 à 15 ne peut donner lieu à l'octroi à une commune d'une quote-part totale supérieure, respectivement à cent cinq pour cent, cent dix pour cent, cent quinze pour cent, cent vingt pour cent et cent quarante pour cent du montant de la quote-part totale qu'elle avait obtenu dans la dotation générale pour 1997.

Toutefois, à partir de l'année 1999, le montant obtenu pour 1997 est augmenté du taux visé à l'article 3.

La somme des montants déduits en application de l'alinéa 1er est répartie entre les communes dont la quote-part totale attribuée en application des articles 5 à 15 est inférieure au montant obtenu pour 1997, indexé conformément au deuxième alinéa, au prorata de la différence entre ces deux montants.

**Art. 17.** Sans préjudice de l'article 18, pour les années 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002, l'application des articles 5 à 16 ne peut donner lieu à l'octroi à une commune d'une quote-part totale inférieure, respectivement à nonante-cinq pour cent, nonante pour cent, quatre-vingt-cinq pour cent, quatre-vingt pour cent et soixante pour cent du montant de la quote-part totale qu'elle avait obtenu dans la dotation générale pour 1997.

Toutefois, à partir de l'année 1999, le montant obtenu pour 1997 est augmenté de taux visé à l'article 3.

Les montants attribués conformément au premier alinéa sont prélevés du montant de la dotation générale, déduction faite du montant visé à l'article 4.

Le solde est réparti entre les communes, dont le total des quotes-parts attribuées conformément aux articles 5 à 16 est supérieur à la quote-part visée au premier alinéa, au prorata du total de leurs quotes-parts attribuées conformément aux articles 5 à 16.

**Art. 18.** La quote-part totale obtenue dans la dotation générale par chaque commune, après application des articles 5 à 17, exprimée en francs par habitant, ne peut pas être inférieure à deux mille quatre cents francs par habitant.

Les montants nécessaires pour assurer l'application du premier alinéa sont prélevés sur la quote-part totale obtenue par les autres communes au prorata de celle-ci.

#### Section 6. — Du prélèvement au bénéfice de l'Agglomération

**Art. 19.** Trois pour cent de la somme totale revenant à chaque commune en vertu de la présente ordonnance sont prélevés pour être attribués à l'Agglomération bruxelloise.

#### Section 7. — Des normes statistiques

**Art. 20.** Les données numériques nécessaires à l'exécution de la présente ordonnance sont recueillies auprès :

1° de l'Institut National de Statistique en ce qui concerne le nombre d'habitants et la superficie;

2° du Ministère des Finances, en ce qui concerne les recettes de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques et des centimes additionnels au précompte immobilier;

3° des pouvoirs subsidiaires ou, à défaut, des communes en ce qui concerne le nombre d'élèves dans les divers enseignements et la capacité d'accueil des crèches communales;

4° de l'Office régional bruxellois pour l'Emploi en ce qui concerne le nombre de chômeurs de plus d'un an;

**Art. 15.** Het vijfde deel, gelijk aan twintig percent, wordt verdeeld naar rata van de oppervlakte van het gemeentelijk grondgebied gelegen in de ruimte voor verhoogde ontwikkeling van de huisvesting zoals deze werd afgebakend door het Gewestelijk Ontwikkelingsplan vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 16 tot 24 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

#### Afdeling 5. — Gewaarborgde bedragen

**Art. 16.** Voor de jaren 1998, 1999, 2000 en 2002 mag de toepassing van de artikelen 5 tot 15 er niet toe leiden dat een gemeente een totaal aandeel ontvangt dat groter is dan respectievelijk honderd en vijf percent, honderd en tien percent, honderd vijftien percent, honderd twintig percent en honderd veertig percent van het bedrag van het totale aandeel dat zij bekomen heeft in de algemene dotatie voor 1997.

Vanaf het jaar 1999 wordt het bedrag bekomen voor 1997 echter verhoogd met het percentage vermeld in artikel 3.

De som van de bedragen afgetrokken met toepassing van het eerste lid wordt verdeeld onder de gemeenten waarvan het aandeel toegekend met toepassing van de artikelen 5 tot 15 kleiner is dan het bedrag bekomen voor 1997, geïndexeerd overeenkomstig het tweede lid, naar rata van het verschil tussen deze twee bedragen.

**Art. 17.** Zonder afbreuk te doen aan artikel 18, mag de toepassing van de artikelen 5 tot 16 er niet toe leiden, voor de jaren 1998, 1999, 2000, 2001 en 2002, dat de gemeente een totaal bedrag ontvangt dat kleiner is dan respectievelijk vijftien percent, negentig percent, vijftientig percent, tachtig percent en zestig percent van het bedrag van het totale aandeel dat zij bekomen heeft in de algemene dotatie voor 1997.

Vanaf het jaar 1999 wordt het bedrag bekomen voor 1997 echter verhoogd met het percentage vermeld in artikel 3.

De bedragen toegekend overeenkomstig het eerste lid worden afgehouden van het bedrag van de algemene dotatie, na aftrek van het bedrag bedoeld in artikel 4.

Het saldo wordt verdeeld onder de gemeenten, waarvan het totaal van de aandelen toegekend overeenkomstig de artikelen 5 tot 16 groter is dan het aandeel vermeld in het eerste lid, naar rata van het totaal van hun aandelen toegekend overeenkomstig de artikelen 5 tot 16.

**Art. 18.** Het totale aandeel in de algemene dotatie bekomen door elke gemeente, na toepassing van de artikelen 5 tot 17, uitgedrukt in een bedrag per inwoner, mag niet kleiner zijn dan tweeduizend vierhonderd frank per inwoner.

De bedragen nodig voor de toepassing van het eerste lid worden afgehouden van het totale aandeel bekomen door de andere gemeenten naar rata van dit totaal.

#### Afdeling 6. — De heffing ten voordele van de Agglomeratie

**Art. 19.** Drie percent van de totale som die elke gemeente toekomt krachtens deze ordonnantie, wordt afgehouden om toegekend te worden aan de Agglomeratie Brussel.

#### Afdeling 7. — De statistische normen

**Art. 20.** De cijfergegevens nodig voor de uitvoering van deze ordonnantie worden verzameld bij :

1° het Nationaal Instituut voor Statistiek, voor wat het aantal inwoners en de oppervlakte betreft;

2° het Ministerie van Financiën, voor wat de ontvangsten betreft uit de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing;

3° de subsidiërende overheden, of, bij ontstentenis, de gemeenten voor wat het aantal leerlingen betreft in de verschillende onderwijsinstellingen en de opvangcapaciteit van de gemeentelijke crèches;

4° de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, voor wat het aantal werklozen betreft die langer dan één jaar werkloos zijn;

5° du Ministère de la Santé publique pour les ayants-droits au minimum d'existence et les bénéficiaires de l'aide sociale obligatoire.

Lorsque les données nécessaires ne sont pas disponibles pour les années visées aux articles 5 à 16, les données disponibles les plus récentes sont utilisées.

#### CHAPITRE III. — *De l'exécution et de la liquidation*

**Art. 21.** La dotation générale aux communes est répartie avant le premier novembre de l'année de son attribution.

**Art. 22.** Des avances trimestrielles sont accordées aux communes sur leur quote-part dans la dotation générale. Ces avances sont versées dans le courant du deuxième mois des trois premiers trimestres. Elles sont égales à vingt-cinq pour cent de la quote-part obtenue par chaque commune dans la dotation générale de l'année précédente.

Le solde de leur quote-part dans la dotation générale est liquidé au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

Si la quote-part obtenue par une commune est inférieure à la somme des avances accordées, la différence est déduite du plus prochain montant liquidé en exécution des premier ou deuxième alinéas.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 23.** L'ordonnance du 10 mars 1994 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale est abrogée.

**Art. 24.** La présente ordonnance produit ses effets le 1er janvier 1998.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

—  
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

*Documents du Conseil* — A-250/1 : Ontwerp van ordonnantie.

*Session ordinaire 1998-1999.*

*Documents du Conseil*. — A-250/2 : Rapport. — A-250/3 : Amendements après rapport.

*Compte rendu intégral*. — Discussion : séance du 11 décembre 1998. — Adoption : séance du 14 décembre 1998.

5° het Ministerie van Volksgezondheid voor de gerechtigden op het bstaansminimum en de begunstigen van de verplichte maatschappelijke bijstand.

Wanneer de nodige gegevens niet beschikbaar zijn voor de jaren bedoeld in de artikelen 5 tot 16, worden de recentste beschikbare gegevens gebruikt.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitvoering en uitbetaling*

**Art. 21.** De algemene dotatie aan de gemeenten wordt verdeeld vóór de eerste november van het jaar waarin ze wordt toegekend.

**Art. 22.** Er worden aan de gemeente driemaandelijks voorschotten toegekend op hun aandeel in de algemene dotatie. Die voorschotten worden gestort tijdens de tweede maand van de eerste drie trimesters. Ze zijn gelijk aan vijftig procent van het aandeel dat elke gemeente bekomen heeft in de algemene dotatie van het voorgaande jaar.

Het saldo van hun aandeel in de algemene dotatie wordt uiterlijk betaald op 31 december van het jaar waarop ze betrekking heeft.

Indien het aandeel van een gemeente kleiner is dan de som van de toegestane voorschotten, wordt het verschil afgetrokken van het eerstvolgende bedrag dat in uitvoering van het eerste of tweede lid uitbetaald wordt.

#### HOOFSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 23.** De ordonnantie van 10 maart 1994 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

**Art. 24.** Deze ordonnantie heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

*Documenten van de Raad*. — A-250/1 : Ontwerp van ordonnantie.

*Gewone zitting 1998-1999.*

*Documenten van de Raad*. — A-250/2 : Verslag. — A-250/3 : Amendementen na verslag.

*Volledig verslag*. — Bespreking : vergadering van 11 december 1998. — Aanneming : vergadering van 14 december 1998.